

Budget initial 2021

Note de présentation

Conseil d'administration du  
1 décembre 2020

## Contexte

Le budget initial (BI) 2021 est construit concomitamment et en cohérence avec le budget rectificatif n°2 de 2020 qui a permis de mettre à jour l'enveloppe de masse salariale, de prendre en compte les coûts covid et d'affiner les grands agrégats financiers de l'université.

Malgré la pandémie, la préparation de ce budget et de la campagne d'emploi a été entamée, comme pour 2020, dès le printemps, par la tenue à distance des dialogues de gestion avec les composantes.

Par ailleurs, le dialogue stratégique et de gestion (DSG) mené avec l'Etat a été reconduit mais a vu son calendrier avancé, la phase 1 portant sur la trajectoire financière et le financement des places créées a commencé au début de l'automne. Elle sera complétée d'une phase 1bis concernant les financements en lien avec la LPR et également suivie au printemps par la phase 2 liée aux financements de projets dits « stratégique ».

Ainsi élaboré, ce BI 2021 met, tout d'abord, en évidence les impacts liés à la situation sanitaire. En effet, la réplique pandémique engendre des surcoûts dans tous les domaines qui demeurent au centre des priorités de l'établissement. Par ailleurs, la période de confinement qui a conduit à la mobilisation des équipes pour assurer au mieux la continuité de service se traduit par des projets moins nombreux en ce début d'année. Certains, en cours de finalisation dont 3 PIA, feront l'objet d'inscription en BR en cas de succès. Enfin, l'URCA s'est mobilisé pour répondre à l'appel à projet dans le cadre du plan de relance pour lequel elle a déposé 8 dossiers dont l'éligibilité est concomitante à la présentation du présent BI. Ils ont donc été inscrits à titre conservatoire jusqu'à un prochain BR pour ne pas en freiner la réalisation.

Ce BI 2021 témoigne également de la première année d'entrée en vigueur de la loi de programmation de la recherche (LPR), traduction de la volonté du Gouvernement de redonner à la recherche de la visibilité et des moyens. A ce titre, un impact significatif est constaté dans l'enveloppe SCSP pour le financement de la masse salariale (refonte indemnitaire).

En matière d'investissement, l'URCA poursuit l'exécution d'un PPI ambitieux. Sur le plan des infrastructures, suite à un retard de livraison, la première opération inscrite au Contrat Plan Etat Région (CPER), le siège de l'université, s'achèvera en 2021.

Sur ses fonds propres, l'établissement conduira les travaux pour le câblage de l'IUT de Reims et du laboratoire LRN et sera particulièrement attentif à l'amélioration des conditions de travail des étudiants et des personnels au sein des bâtiments du Moulin de la Housse.



## Structure de la note

La note de l'ordonnateur est un document stratégique qui fait le lien entre les activités de l'université, leur traduction budgétaire et leur soutenabilité.

Conformément à la circulaire relative à la gestion budgétaire et comptable publique les opérateurs et organismes de l'Etat 2021, elle s'organise de la manière suivante :

### 1. Autorisations budgétaires limitatives

#### 1.1 Tableau des autorisations d'emplois

#### 1.2 Tableau des autorisations budgétaires

#### 1.3 Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

### 2. Equilibre financier

#### 2.1 Tableau d'équilibre financier

#### 2.2 Tableau des opérations pour compte de tiers

### 3. Analyse de la soutenabilité

#### 3.1 Tableau de situation patrimoniale

#### 3.2 Plan de Trésorerie

#### 3.3 Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

#### 3.4 Tableau des opérations pluriannuelles

#### 3.5 Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Pour garantir une meilleure lisibilité de la présente note, les tableaux présentés correspondent à des synthèses ou à des extraits des tableaux réglementaires. L'ensemble des documents budgétaires est présenté en annexe.



## ZOOM technique sur la construction du budget initial 2021

Les éléments les plus significatifs de la construction technique de ce budget consistent en :

- une évaluation de la SCSP sur la base de la pré-notification reçue le 4 novembre 2020 du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) complétée de crédits récurrents notifiés plus tardivement ;
- une estimation du soutien du ministère dans le cadre du dialogue de gestion des projets présentés en DSG ;
- la traduction budgétaire en masse salariale de la campagne d'emploi, des effets du GVT et de la hausse du nombre de contrats d'apprentissage ;
- la modification de la méthode de budgétisation des prestations internes (PI) qui conduit à une diminution technique des dépenses et recettes de fonctionnement correspondant de fait à l'élimination de la redondance de la méthode précédente liée à la double prise en compte de ces recettes et dépenses coté acheteur et vendeur ;
- une refonte du budget du CFA liée à l'évolution de son périmètre, de son financement dans le cadre de la réforme « Choisir son avenir professionnel » et du développement très significatif du nombre d'apprentis ;
- une présentation enrichie des tableaux des opérations pluriannuelles permettant de présenter les projets d'envergure se dénouant au cours d'une même année.

Aux termes de ce budget les grands agrégats s'établissent comme suit : le résultat patrimonial présente un déficit de 335k€ et le fonds de roulement s'élève à 16 021k€ (prélèvement de 7 852k€).



## 1. Autorisations budgétaires limitatives

Le CA doit se prononcer sur le niveau des emplois et des crédits (AE et CP) par nature de dépenses. Il vote ainsi les limites annuelles « plafonds » de l'action de l'ordonnateur en matière d'emplois, d'engagement et de paiement des dépenses.

Il convient de rappeler que, dans les états GBCP, la comptabilité budgétaire retrace les engagements annuels et les flux de trésorerie (encaissements et décaissements de l'année). Les opérations comptables de fin d'exercice n'y figurent pas hormis dans le tableau 6 (évolution de la situation patrimoniale).

### 1.1. Tableau des autorisations d'emplois

Le plafond total de l'établissement porte sur l'ensemble des emplois rémunérés par l'URCA qu'ils soient délégués par l'Etat ou financés sur ressources propres.

Les emplois délégués sont limités par un plafond maximal notifié par l'Etat à 2 259 équivalent temps plein travaillé (ETPT).

Le plafond d'emploi proposé pour l'URCA est de 2 440 ETPT soit une augmentation de 80 ETPT (+3.4%) entre le BR2-2020 et le BI2021 dont 47 ETPT sur SCSP (+10 ETPT Enseignants-Enseignants chercheurs titulaires, +29 BIATSS titulaires, +20 BIATSS non titulaires, --8 Enseignants-Enseignants chercheurs, - 4 BIATSS non titulaires) et 33 ETPT sur ressources propres étant à 96% des BIATSS, principalement des emplois liés à des conventions de recherche. Cette prévision tient compte de l'extension en année pleine de la campagne d'emplois 2020 (69,5 ETPT) et des effets de la campagne d'emplois 2021 (10,14 ETPT). Le plafond intègre également les prolongations des contrats doctoraux liés à la crise sanitaire qui seront renouvelés en 2021 ou en 2020 avec effet en 2021 (soit 3 ETPT). Pour 2021, la prévision de consommation des emplois de l'URCA se décompose ainsi :

- Emplois délégués par l'Etat : 2 023 ETPT, soit +2.4% par rapport au BR2-2020
- Emplois sur ressources propres : 417 ETPT, soit + 8.6% par rapport au BR2-2020.

### 1.2. Tableau des autorisations budgétaires

Tableau A : Evolution des autorisations d'engagement par enveloppe budgétaire

AE	BI 2020	BR1 2020	BR2	BI 2021	Variation BI 2020 / BI 2021	
					montant	pourcentage
Personnel	164 479 592	164 479 592	167 353 847	170 351 351	5 871 759	3,57%
Fonctionnement et intervention	31 086 683	30 839 883	28 943 154	28 669 455	- 2 417 228	-7,78%
Investissement	14 195 783	19 482 676	18 502 025	19 399 678	5 203 895	36,66%
<b>TOTAL</b>	<b>209 762 058</b>	<b>214 802 151</b>	<b>214 799 026</b>	<b>218 420 484</b>	<b>8 658 426</b>	<b>4,13%</b>



#### Enveloppe de dépenses de personnel :

Les crédits de masse salariale (MS) sont ouverts à hauteur de 170 351k€, en augmentation de 2 998k€ (+1,79%) par rapport au BR2 2020 et de 5 872k€ par rapport au BI 2020 (+3,57%).

Cette prévision correspond à celle du dialogue stratégique de gestion avec le rectorat.

L'estimation 2021 intègre les éléments connus fin 2020 auxquels s'ajoute notamment le GVT estimé (2,789M€), l'extension en année pleine de la campagne d'emploi 2020 (2,4M€) ainsi que la campagne d'emploi 2021 (573k€), les impacts de la crise sanitaire telles que les prolongations des doctorants (97k€), les rémunérations et indemnités liées à l'activité du laboratoire COVID (70k€ selon l'estimation actuelle), les médiateurs étudiants (240k€). A ces éléments ont été déduits les prévisions de départs en retraite d'agents (1,5M€).

Conformément à la pré-notification de SCSP, 816k€ ont de plus été intégrés à l'enveloppe au titre la LPR au titre de la refonte indemnitaire (enseignants chercheurs, enseignants et biatss).

#### Enveloppe de dépenses de fonctionnement :

L'enveloppe de fonctionnement diminue de 2 417k€ (-7,78%) par rapport au BI 2020 pour atteindre un montant total de 28 669k€.

En 2021, les dépenses de fonctionnement diminuent techniquement des nouvelles modalités liées aux prestations internes, qui dans le modèle précédent conduisait à gonfler les masses (dépenses comptées chez l'acheteur et le vendeur). L'impact de cette correction technique s'élève à – 1 798k€. Pour le reste, une meilleure budgétisation des enveloppes au vu de la réalisation 2020 connue à la date de confection du BI conduit à un ajustement des crédits ouverts.

#### Enveloppe de dépenses d'investissement :

L'enveloppe d'investissement progresse de 5 203k€ (36,66%) par rapport au BI 2020 pour atteindre un montant total de 19 400k€.

Cette augmentation recouvre pour l'essentiel, l'intégration des autorisations d'engagement sur l'ensemble des projets déposés dans le cadre du **plan de relance** dans l'attente de leur validation, afin de pouvoir disposer des enveloppes nécessaires jusqu'au budget rectificatif prévu à mi année. Cette inscription de 6 124k€ est ainsi opérée à titre conservatoire pour l'intégralité des projets et sera redimensionnée ultérieurement.

L'URCA a déposé 8 dossiers pour un total de 30 984k€. Ces projets concernent des rénovations thermiques et énergétiques pour 6 d'entre eux (Bâtiment C de l'IUT de Reims, IUT de Troyes, bâtiment 7 du Moulin de la Housse, bâtiment DTU, bâtiment 13 – MSH, étanchéité des toitures et centrale de traitement d'air). Le raccordement au réseau de chaleur urbain et une opération de relamping complètent les dossiers déposés.

S'agissant toujours du **patrimoine**, est prévu le financement de la réhabilitation de sorbonnes pour 500k€. Dans le cadre du développement durable, la construction d'abris à vélos pour



400k€ est programmée ainsi que la mise en place de bornes de recharge pour 100k€ et le renouvellement du parc automobile obsolète pour 170k€.

Par ailleurs, dans le cadre du PPI, les enveloppes récurrentes suivantes sont reconduites :

- 1 016k€ de gros entretien (dont la rénovation de salles d'enseignement du campus Moulin de la Housse) ;
- 850k€ de mise en sécurité (dont sécurisation campus Croix Rouge et alarmes PPMS) ;
- 454k€ de performance énergétique ;
- 210k€ en aménagement de locaux.

Pour leur part, les dépenses **numériques** s'élèvent à 2 417k€. Au-delà des opérations courantes d'achat numérique pour 755k€ pour beaucoup liés à la situation de pandémie et de mise à niveau des serveurs pour 1 144k€, les opérations suivantes peuvent être soulignées :

- 290k€ pour le câblage de l'IUT de Reims et du laboratoire LRN ;
- 193k€ pour le réseau numérique régional de l'ESR Champagne Ardenne principalement sur l'axe Troyes-Reims à titre conservatoire en attendant les financements correspondants ;
- 25k€ pour l'équipement d'un Learning Lab ;
- 10k€ pour le financement du contrôle d'accès lié à la carte multi-services.

En matière de **recherche**, l'enveloppe mobilisée est de 2 600k€ dont :

- 550k€ de soutien de l'établissement dont 350k€ pour le maintien en conditions opérationnelles et le développement des équipements scientifiques
- 700k€ de projets financés par les fonds régionaux de coopération pour la recherche (15 dossiers ont été déposés) dont 200k€ d'apport de l'établissement pour ces mêmes projets ;
- 229k€ d'appels à projet nouveaux en cours de définition ;
- 140k€ pour le projet MATERNEL NANOMAT (solde de l'opération CPER).

Pour le reste, l'enveloppe se répartit sur 59 projets en cours. La diminution des dépenses d'investissement en matière de recherche est liée à la fin de la réalisation des grands équipements dans le cadre du CPER (-1 445k€).

En matière de **formation**, l'enveloppe s'élève à 3 720k€ et s'avère stable par rapport à 2020. Les opérations significatives sont le report de la rénovation des ascenseurs de l'IUT de Troyes pour 280k€, la rénovation de la BU de Troyes pour 235k€ et le nouveau projet de simulation en médecine pour 100k€ (échographe, kits de chambre implantable, mannequin pour une voie centrale, équipement vidéo et audio pour la salle de simulation de consultation).





### Les crédits de paiements

Tableau B : Evolution des crédits de paiement par enveloppe budgétaire

CP	BI 2020	BR1 2020	BR2	BI 2021	Variation BI 2020 /BI 2021	
					montant	pourcentage
Personnel	164 479 592	164 479 592	167 353 847	170 351 351	5 871 759	3,57%
Fonctionnement et intervention	30 970 637	30 859 154	28 962 425	28 787 902	-2 182 735	-7,05%
Investissement	16 813 987	20 294 880	19 029 729	14 951 151	-1 862 836	-11,08%
<b>TOTAL</b>	<b>212 264 216</b>	<b>215 633 626</b>	<b>215 346 001</b>	<b>214 090 404</b>	<b>1 826 188</b>	<b>0,86%</b>

L'écart entre les crédits de paiement et les autorisations de d'engagement est de 4 330€, il s'explique pour l'essentiel par le plan de relance, inscrit à titre conservatoire uniquement en AE pour 6 124k€.

Est également porté en autorisation d'engagement la moitié de l'opération de réhabilitation des sorbonnes pour 250k€.

A l'inverse, certaines opérations se dénouent cette année uniquement en crédits de paiement : le bâtiment 13 pour 1 200k€, les équipements numériques du siège pour 265k€, l'espace de co-working de l'IUT de Reims pour 190k€, l'acquisition des véhicules réalisée en 2020 pour 146k€ et des études dans le cadre de la mission grand projet pour 125k€. En fonctionnement, des CP sont mobilisés pour 118k€ dans le cadre du marché pluriannuel d'impression Kyocera.

8

### 1.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau C : Répartition des dépenses par masse et par mission

Budget	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	84 290 855	84 290 855	6 363 026	6 363 026	3 719 582	3 719 582	94 373 463	94 373 463
Recherche	53 966 693	53 966 693	5 483 510	5 483 510	2 600 000	2 600 000	62 050 203	62 050 203
Pilotage et support	30 588 693	30 588 693	14 666 587	14 785 034	13 890 346	8 601 819	59 145 626	53 975 546
Étudiants	1 505 110	1 505 110	2 156 332	2 156 332	29 750	29 750	3 691 192	3 691 192
<b>Total</b>	<b>170 351 351</b>	<b>170 351 351</b>	<b>28 669 455</b>	<b>28 787 902</b>	<b>20 239 678</b>	<b>14 951 151</b>	<b>219 260 484</b>	<b>214 090 404</b>

Le budget alloué à la formation représente un montant de 94 373k€, en augmentation significative de 2 427k€ (+2,64%) par rapport au BI 2020. Et se répartit de la manière suivante, en AE comme en CP :

- personnel : 84 291k€ +4,06%
- fonctionnement : 6 363k€ -11,97%
- investissement : 3 720k€ +0,06%

Comme lors des années précédentes, l'établissement maintient le soutien apporté dans le cadre des dispositifs de la loi ORE (actions d'accompagnement des étudiants fragiles, commission parcours sup).

Ce soutien se traduit à la fois en fonctionnement et en masse salariale. S'agissant de la masse salariale, l'évolution globale de 5 065k€ se répercute principalement sur le poste formation (3 290k€) sous l'effet notamment de la campagne d'emploi et de l'augmentation de





l'apprentissage. Cette enveloppe est également impactée dans une logique dépense = recette par le PIA « AILES » pour 151k€ auxquels s'ajoutent 125k€ de report 2020.

A l'inverse, la diminution de l'enveloppe de fonctionnement s'explique par la baisse de la taxe d'apprentissage pour 685k€ et par des actions de formation continue pour 924k€ en lien avec la crise sanitaire.

Toutefois, les crédits mobilisés dans le cadre de la lutte contre la pandémie évaluée à 860k€ (voir ci-dessous l'enveloppe pilotage) ont très majoritairement permis la continuité des actions de formation.

En dépenses = recettes, l'opération de fusion de l'Institut de la Vigne et du Vin avec la Villa Bissinger est inscrite à titre conservatoire pour un montant s'élève à 218k€ dans l'attente d'un aval du conseil d'administration sur le projet.

Le budget alloué à la recherche représente un montant de 62 050k€, en hausse de 355k€ (+0,58%) par rapport au BI 2020. Il se répartit de la manière suivante, en AE comme en CP:

- personnel :	53 967k€	+4,50%
- fonctionnement :	5 484k€	-4,98%
- investissement :	2 600k€	-39,27%

L'évolution de la masse salariale témoigne pour l'essentiel de la refonte indemnitaire dans le cadre de la LPR.

Cette budgétisation témoigne pour l'essentiel de la fin des opérations CPER (grands équipements) que l'on retrouve en investissement mais également de la fermeture progressive du SAIC qui s'éteindra définitivement en 2022 (diminution sur toutes les masses).

Pour autant, pour ce BI2021, comme pour les années précédentes, l'URCA confirme sa volonté de favoriser les dépôts de projets de recherche par le maintien des modalités de répartition du budget alloué aux unités de recherche adoptées par la commission recherche de l'URCA en 2018. Ce point pourra être rediscuté en BR selon les impacts de la LPR sur le financement des unités.

Pour mémoire, il s'agit d'une ventilation qui prend en considération une part fixe indexée sur les effectifs et une part variable indexée sur l'activité « dépôts de projets » aux grands appels nationaux, européens ou internationaux. Cette démarche est destinée à favoriser le dynamisme comme la reconnaissance de nos unités de recherche en la matière.

Par ailleurs, le soutien aux écoles doctorales et services communs de recherche restent stables pour 174k€. Le pôle AEBB porte, de plus, une opération de co-financement de thèse avec la Fondation Paris Reims pour 38k€.

Enfin, le soutien de l'établissement octroyé pour le maintien en condition opérationnelle et le développement des équipements scientifiques s'établit à 550k€.



Par rapport au BI 2020, l'enveloppe de pilotage de l'université s'élève à 58 305k€ en AE et 53 976k€ en CP. Elle se caractérise par une hausse de 5 648k€ en AE (+10,73%) et une baisse de 1 185k€ en CP (-2,15%) :

- personnel : AE 30 597k€ +0,67% ; CP 30 597k€ +0,67%
- fonctionnement : AE 14 667k€ -8,83% ; CP 14 785k€ -7,53%
- investissement : AE 13 050k€ +111,57% ; CP 8 602 k€ -2,10%

En fonctionnement, la baisse apparente recouvre deux réalités différentes :

- la modification des modalités de comptabilisation des PI conduit à une baisse technique de 1 798k€ ;
- la prise en compte des coûts covid engendre 860k€ de dépenses complémentaires pour l'essentiel destinés à la continuité de la mission formation (licence ZOOM, masques produits d'hygiène renforcement des prestations de nettoyage et de sécurité ...)

En investissement, l'évolution très significative des AE est liée à l'inscription à titre conservatoire de l'ensemble des projets déposés dans le cadre du plan de relance pour 6 124k€. Hors ces opérations, l'augmentation s'établit à 758k€. L'opération la plus importante est constituée par la réhabilitation des sorbonnes pour 500k€.

Par ailleurs, la refonte du site internet est prévue pour 100k€, des détecteurs de gaz seront acquis pour 50k€ et un massicot pour 30k€.

10

L'enveloppe de soutien aux étudiants et à la vie de campus s'établit à 3 691k€, en hausse globale de 229k€ (+6,61%), en AE comme en CP :

- personnel : 1 505k€ +3,76%
- fonctionnement : 2 156k€ +8,74%
- investissement : 30k€ + 3,66%

L'augmentation de la masse salariale est corrélée à la crise pandémique avec le recrutement de 48 médiateurs étudiants.

La contribution vie étudiante et de campus (CVEC) permet le financement du FSDIE (fond de soutien pour le développement initiatives étudiantes), qui représente 30% de la CVEC pour 514k€ en 2021. La médecine préventive (15% de la CVEC) verra sa subvention passer de 221k€ en 2020 à 257k€ en 2021, permettant ainsi de soutenir de nouvelles actions en termes de prévention et de santé pour les étudiants compte tenu notamment du contexte covid. Le solde de cette contribution sera réparti par la commission instituée à cette fin. D'ores et déjà, les aides apportées aux étudiants malentendants doubleront pour s'établir à 60k€ et le soutien aux étudiants en fracture numérique ou en précarité sociale sera significatif (aides aux associations étudiantes notamment).



**Tableau D : Evolution des recettes**

	BI 2020	BR1 2020	BR2	BI 2021	Variation BI 2020 / BI 2021	
					montant	pourcentage
SCSP	173 438 736	173 198 736	172 687 825	174 206 657	767 921	0,44%
Recettes propres globalisées	20 798 706	20 312 399	21 350 014	18 560 246	- 2 238 460	-10,76%
dont prestations internes	1 798 182	-	-	-	- 1 798 182	-100,00%
Recettes propres fléchées (hors recettes gagées)	17 776 542	16 059 333	16 059 333	15 223 754	- 2 552 788	-14,36%
<b>TOTAL hors recettes gagées</b>	<b>212 013 984</b>	<b>209 570 468</b>	<b>210 097 172</b>	<b>207 990 657</b>	<b>-4 023 327</b>	<b>-1,90%</b>

Pour permettre de couvrir ses dépenses, l'université dispose de trois sources de financements encaissables :

- la subvention pour charge de service public (SCSP), pour 83,76% des recettes ;
- les ressources propres globalisées (RPG), pour 8,92% des recettes ;
- les ressources propres fléchées (RPF), pour 7,32% des recettes.

### Recettes par fonds

**Tableau E : Evolution des recettes par fonds entre le BI 2021 et le BI 2020**

FONDS	BI 2020			BI 2021			Ecart BI 2021/ BI 2020
	RPG	RPF	Total	RPG	RPF	Total	
Subvention pour charges de service public	173 438 736	-	173 438 736	174 206 657	-	174 206 657	767 921
Droits d'inscription	3 974 662	-	3 974 662	4 080 011	-	4 080 011	105 349
Formation continue, diplômes propres et VAE	5 449 454	-	5 449 454	4 525 444	-	4 525 444	- 924 010
Taxe d'apprentissage	3 124 039	-	3 124 039	794 788	-	794 788	- 2 329 251
Contrats et prestations de recherche hors ANR	70 000	1 418 948	1 488 948	70 000	1 069 153	1 139 153	- 349 795
Valorisation	58 605	50 000	108 605	30 000	-	30 000	- 78 605
ANR investissements d'avenir	-	26 245	26 245	-	8 620	8 620	- 17 625
ANR hors investissements d'avenir	-	831 564	831 564	-	1 117 431	1 117 431	285 867
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	1 574 065	7 024 620	8 598 685	555 842	3 371 875	4 127 717	- 4 470 968
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	53 715	3 449 785	3 503 500	66 887	3 670 367	3 737 254	233 754
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	1 217 399	4 663 353	5 880 752	1 588 634	5 700 745	7 089 379	1 208 628
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	390 350	238 456	628 806	-	203 956	203 956	- 424 850
Autres recettes	4 886 224	73 765	4 959 989	6 872 790	57 457	6 930 247	1 970 258
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>194 237 249</b>	<b>17 776 736</b>	<b>212 013 984</b>	<b>192 791 053</b>	<b>15 199 604</b>	<b>207 990 657</b>	<b>- 4 023 327</b>

#### **a) La subvention pour charge de service public (SCSP)**

La subvention pour charge de service public est inscrite au BI 2021 pour un montant de 174 207k€, soit + 798k€ par rapport au BI 2020. Cette évaluation prend en compte la pré-notification 2021 pour 173 248k€ enrichie d'enveloppes prévisionnelles pour 959k€ dont le financement en investissement de la Loi ORE notifiée par ailleurs pour 120k€.

Le financement dédié à la masse salariale est ainsi évalué à 160 518k€ dont un socle de 158 107k€. Sont à souligner :

- l'apparition de financements pour la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) pour 816k€ majoritairement positionnés sur la refonte indemnitaire des enseignants chercheurs et du second degré pour 764k€ puis sur la refonte indemnitaire des agents BIATSS pour 49k€ ;
- l'apparition de financement pour les places supplémentaires dans le cadre du plan de relance pour 108k€ ;
- pour la deuxième année, le financement de la réforme des études de santé pour 376k€ ;
- une enveloppe équivalente à celle de 2020 dans le cadre des projets financés à l'issue du dialogue de gestion soit 250k€. Le montant alloué par le MESRI devrait être

déterminé au printemps. Aussi, ces sommes seront sanctuarisées dans cette attente mais sont d'ores et déjà portées au budget afin d'être mobilisées sans retard ;

- une enveloppe de 373k€ inscrite au titre de la prolongation des contrats doctoraux et post doctoraux en 2021 suite à la pandémie qui devrait être notifiée ultérieurement.

La dotation de fonctionnement est estimée à 13 689k€. Sont notamment intégrées :

- le financement du volet « investissement » de la Loi ORE pour 140k€ ;
- les crédits de sécurité sur une base prudentielle de 225k€ ;
- les crédits relatifs aux actions spécifiques sur une base prudentielle pour un total de 91k€ (dont les aides aux étudiants handicapés de 52k€, les frais de déplacement CNU pour 28k€ et l'enquête d'insertion professionnel pour 11k€).

### **b) Les ressources propres globalisées**

Les ressources propres globalisées diminuent de 2 118k€ par rapport au BI 2020 pour s'établir à 18 680k€. Ce montant s'explique par :

- une progression de l'enveloppe CVEC (poste autres recettes) de 240k€ pour un total de 1 715k€. En effet, la base de calcul retenue en 2021 est de 59,93€ selon l'attribution 2019/2020 ramenée au nombre d'étudiants au 30 septembre. Un ajustement pourra être effectué sur la base du règlement du CROUS du mois de juillet 2021 ;
- une évolution des droits d'inscription estimée à + 5% par rapport à 2020 qui s'élèveraient ainsi à 4 080k€ (+ 105k€) ;
- une diminution estimative des recettes de formation continue de - 924k€. Cette estimation a été réalisée par les composantes compte tenu de leurs prévisions en matière de réalisation de session de formation continue sur 2021. La baisse constatée est directement corrélée aux impacts covid : les composantes anticipent une moindre participation des professionnels anticipe des inscriptions moindres de la part du secteur privé ;
- une estimation prudentielle de la collecte de la contribution obligatoire des entreprises (TA) sur la base de la réalisation 2020 pour 795k€. La collecte 2020 a en effet été deux fois moins importante que prévue. Une plus forte concurrence est notamment apparue entre collecteurs plus nombreux. Cette concurrence perdurera en 2021 : de plus les difficultés économiques des entreprises se répercuteront mécaniquement sur le montant des sommes à reverser. Pour ces raisons, malgré une politique dynamique de l'URCA envers les partenaires, le montant des recettes estimées demeure prudentiel ;
- sur le poste autres recettes, une correction liée au changement de méthode de comptabilisation des prestations internes pour - 1 798k€ et à l'inverse un reclassement des recettes du CFA auparavant portées en TA accompagné d'une augmentation des produits attendus au titre de l'apprentissage soit une variation de + 3 554k€ ;
- sur les postes des subventions hors ANR, la diminution constatée tient pour l'essentiel au versement exceptionnel de la Région en 2020 dans le cadre du dispositif formation des cadres intermédiaires que l'on ne retrouve pas en 2021.



### c) Les ressources propres fléchées

Les recettes propres fléchées s'élèvent à 15 224k€ en baisse de 2 553k€ par rapport au BI 2020. Cette évolution recouvre deux réalités :

- une diminution des subventions Région liée à des opérations exceptionnelles en 2020 avec le financement du premier équipement du siège pour 400k€ et des grands équipements de la recherche pour 3 566k€ (dont le solde du supercalculateur ROMEO) ;
- une augmentation des autres subventions pour 1 034k€ avec pour l'essentiel le financement escompté des abris vélo via le dispositif alvéole pour 200k€ et de soumissions à de nouveaux appels à projets pour la recherche pour 612k€.

## 2. Equilibre financier

### 2.1. Tableau d'équilibre financier

Tableau F : Tableau des équilibres budgétaires

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)				
	Réalisé 2019	BI 2020	BR2 2020	BI 2021	BI 2021	BR2 2020	BI 2020	Réalisé 2019	
Solde budgétaire (déficit) *		250 232	5 248 829	6 099 747				6 532 525	Solde budgétaire (excédent) *
dont solde budgétaire budget principal		468 909	5 557 388	5 928 424				5 880 848	dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget du SAIC								278 094	dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire CFA	32 375	-				47 885			dont solde budgétaire CFA
dont solde budgétaire Fondation				171 323		260 675	218 677	407 939	dont solde budgétaire Fondation
dont solde budgétaire Réseaux des établissements	1 981								dont solde budgétaire Réseaux des établissements
Remboursements d'emprunts								3 330	Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	1 985 991	1 616 156	2 143 503	2 217 518	1 649 607	1 401 747	1 048 245	4 348 960	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	443 136							253 261	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	2 429 126	1 866 388	7 392 332	8 317 265	1 649 607	1 401 747	1 048 245	11 138 076	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)
Variation abondement de trésorerie	8 708 950				6 667 658	5 990 585	818 143		Variation Prélèvement de trésorerie
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***	3 147 213	-		1 799 473		- 2 282 688	- 3 832 579		dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	5 561 737				8 467 131	8 273 273	4 650 721		dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	11 138 076	1 866 388	7 392 332	8 317 265	8 317 265	7 392 332	1 048 245	11 138 076	TOTAL DES FINANCEMENTS

Il retrace à la fois les opérations budgétaires et non budgétaires impactant la trésorerie de l'établissement et fait apparaître une variation négative de 6 668k€ au titre de l'exercice 2021.

### Réseau des établissements d'ESR champardenais

Le budget du réseau des établissements d'ESR champardenais reste conforme aux enveloppes déployées depuis sa création, ventilées à hauteur de 190k€ en fonctionnement et 10k€ en investissement.

L'essentiel des financements est principalement dédié à la prise en charge d'aides au montage de projets dans le cadre d'appels à manifestation d'intérêt.



### **CFA**

Le budget du CFA est profondément remanié avec une augmentation significative des recettes de 1 676k€ liée à la très nette augmentation du nombre d'apprentis (300 en 2019 et 550 en 2020, en ordre de grandeur).

En matière de masse salariale, l'enveloppe s'élève à 3 175k€ :

- compte tenu de l'évolution du module PI, les reversements internes sont opérés en masse salariale et non plus en fonctionnement soit un transfert de 3 013k€ incluant l'augmentation en masse salariale liée à celle du nombre d'apprentis ;
- le solde est constitué par la masse salariale des collaborateurs du CFA.

En matière de fonctionnement, l'enveloppe s'élève à 703k€ :

- 269k€ sont dédiés aux aides aux apprentis ;
- 49k€ sont liés au fonctionnement du service ;
- 385k€ correspondent au nouveau modèle de frais de gestion qui évolue tant dans le taux que dans les conditions de reversement. Le taux passe de 13% à 15% pour les UFR et de 8% à 10% pour les IUT. Ces frais de gestion sont prélevés à la source c'est-à-dire au niveau du CFA qui opérera un reversement net aux profits des UFR et des IUT.

### **SAIC**

Depuis fin 2018, le SADC SAIC est en phase d'extinction. Il continue d'héberger les opérations en cours jusqu'à leur fin mais les nouveaux contrats sont pris en charge principalement par la direction de la recherche. Cette extinction du SADC devrait intervenir en 2022 compte tenu de la fin des contrats en cours.

Pour 2021, le total des crédits ouverts sur les trois masses (fonctionnement, masse salariale et investissement) s'élève ainsi 310k€ contre 890k€ en BI 2020 et 2 120k€ au BI 2019.

### **Fondation**

En 2021, elle prévoit 112k€ de dépenses de fonctionnement dont le report de 42k€ de bourses à l'international pour l'Afrique subsaharienne, une Summer School pour 30k€ et 40k€ de fonctionnement général.

Par ailleurs, 59k€ sont mobilisés en masse salariale pour le financement de 4 contrats doctoraux en cours.

En recettes, il n'est pas prévu de levée de fonds. La recherche de nouveaux financements se poursuit. Une plateforme de dons en ligne, opérationnelle fin 2020, devrait permettre de développer des formes de contributions nouvelles.

## **2.2. Tableau des opérations pour compte de tiers**

L'URCA réalise plusieurs opérations pour le compte de tiers (simple transit de fonds). Il s'agit des opérations de Mobilité Internationale pour 365k€, des reversements à nos



partenaires dans le cadre du PIA AILES pour 601k€ et des opérations de TVA (1 251k€ pour les décaissements et 683 k€ pour les encaissements).

### 3. Analyse de la soutenabilité

#### 3.1. Tableau de situation patrimoniale

**Tableau G : Compte de résultat prévisionnel**

CHARGES	Réalisé 2019	BI 2020	BR2 2020	BI 2021	PRODUITS	Réalisé 2019	BI 2020	BR2 2020	BI 2021
Personnel	162 987 971	164 479 592	166 853 847	170 351 351	Subventions de l'Etat	173 026 162	173 438 736	172 687 825	174 086 657
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	48 676 571	48 380 017	50 437 101	49 053 812	Fiscalité affectée	4 706 330	1 475 000	1 557 109	1 714 832
Fonctionnement autre que les charges de personnel	37 578 032	42 606 332	41 030 818	40 522 900	Autres subventions	9 671 567		9 399 595	10 335 616
Intervention (le cas échéant)					Autres produits	19 805 519	32 234 874	24 889 059	24 402 500
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>200 566 003</b>	<b>207 085 924</b>	<b>207 884 665</b>	<b>210 874 251</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>207 209 578</b>	<b>207 148 610</b>	<b>208 533 588</b>	<b>210 539 604</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	6 643 575	62 686	648 923		Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)				334 647
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>207 209 578</b>	<b>207 148 610</b>	<b>208 533 588</b>	<b>210 874 251</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>207 209 578</b>	<b>207 148 610</b>	<b>208 533 588</b>	<b>210 874 251</b>

Le résultat prévisionnel de l'URCA s'avère déficitaire de 335k€. La non-compensation des coûts covid (hors prolongation des contrats doctoraux et post doctoraux) et l'absence d'informations sur les financements complémentaires dans le cadre de la première phase de dialogue de gestion à la date de préparation de ce budget explique ce résultat négatif qui sera actualisé en BR1 2021.

**Graphique 1 : résultat patrimonial**

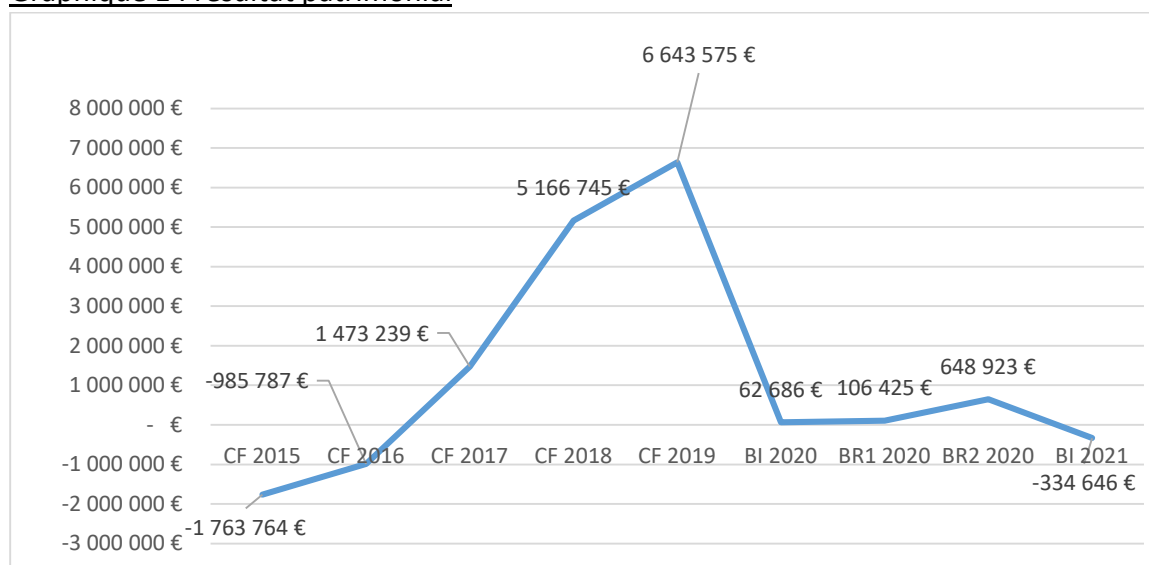




Tableau H : Détermination de la CAF

	Réalisé 2019	BI 2020	BR2 2020	BI 2021
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>6 643 575</b>	<b>62 686</b>	<b>648 923</b>	<b>- 334 646</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	12 442 102	11 635 695	12 033 594	11 734 998
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 364 025	5 832 350		
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-			
- produits de cession d'éléments d'actifs	1 500			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	6 408 296		7 025 704	6 643 282
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>11 311 856</b>	<b>5 866 031</b>	<b>5 656 813</b>	<b>4 757 070</b>

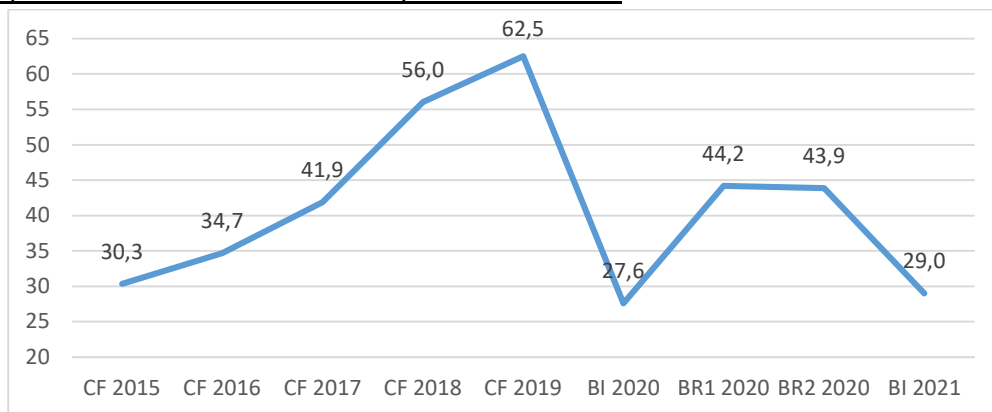
La capacité d'autofinancement (CAF) s'établit à 4 757k€ : elle diminue par rapport à 2020 compte tenu du résultat négatif et de la levée de réserve (neutralisation des reprises sur amortissement qui ont augmenté).

Tableau I : Situation patrimoniale 2021 en droits constatés et évolution du FDR

EMPLOIS	Réalisé 2019	BI 2020	BR2 2020	BI 2021	RESSOURCES	Réalisé 2019	BI 2020	BR2 2020	BI 2021
Insuffisance d'autofinancement*					Capacité d'autofinancement*	11 311 856	5 866 031	5 656 813	4 757 070
					Financement de l'actif par l'Etat	600 401			
Investissements	13 937 612	16 813 987	19 029 729	14 951 151	Financement par des tiers autres que l'Etat	4 273 363			
Remboursement des dettes financières					Autres ressources	1 775 044	5 957 784	4 510 506	2 341 642
TOTAL DES EMPLOIS (5)	13 937 612	16 813 987	19 029 729	14 951 151	Augmentation des dettes financières	-			
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)	4 023 051				TOTAL DES RESSOURCES (6)	17 960 663	11 823 815	10 167 319	7 098 712
					PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6) - (5)		4 990 172	8 862 410	7 852 439

Le prélèvement sur le FDR atteint -7 852k€.

Graphique 2 : fonds de roulement en jours décaissable

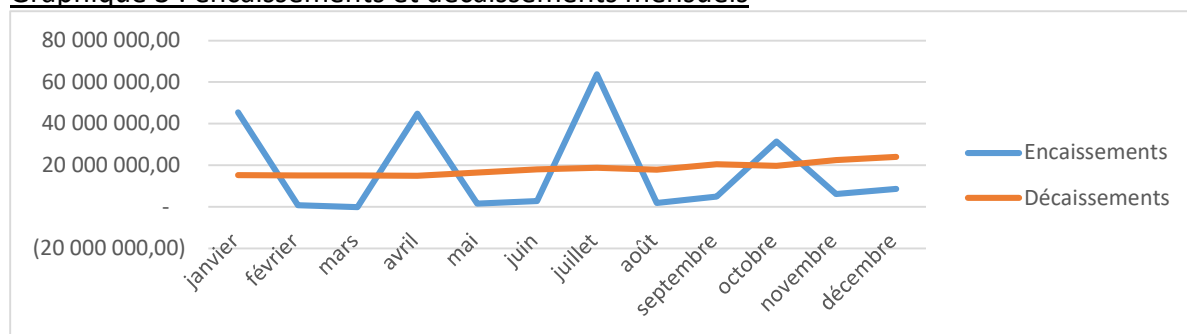


Le FDR total de l'URCA s'établit à 16 021k€, soit 29 jours de financement des dépenses de fonctionnement décaissables contre 14 996k€ soit 27,6 jours au BI 2020.

### 3.2. Plan de Trésorerie

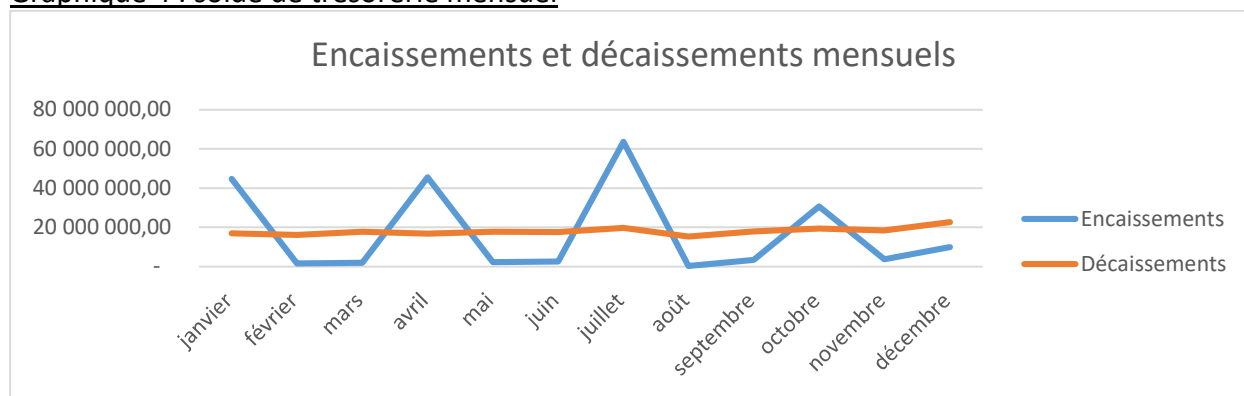
Le plan de trésorerie de l'établissement présente des récurrences propres à l'activité de l'URCA.

**Graphique 3 : encaissements et décaissements mensuels**



Le rythme des décaissements mensuels est assez stable avec une légère progression en fin d'année en lien avec la clôture. En effet, la dépense mensuelle principale de l'établissement est la paie ce qui explique la stabilité des décaissements d'un mois à l'autre, alors que la courbe des encaissements présente des pics lors des versements de la SCSP.

**Graphique 4 : solde de trésorerie mensuel**



La trésorerie ne présente pas de tension particulière, elle affiche un niveau final à 23 276k€ soit 42,14 jours de fonctionnement.

### 3.3. Tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Le solde entre recettes et dépenses fléchées est positif pour 1 799k€. L'établissement, en effet, essentiellement sur le secteur de la recherche a procédé à des dépenses pour lesquelles il attendait des encaissements de subventions. Sur les années antérieures ce solde est ainsi de – 5 190k€. Il s'équilibre au fil des gestions.

Au titre de 2021, l'on peut à l'inverse noter des dépenses fléchées relatives au report du PIA AILES de 2020 (125K€) ainsi que pour les maitres de stage universitaires (886k€) pour lesquels les recettes ont été encaissées en 2020.

### 3.4. Tableau des opérations pluriannuelles

Ce tableau regroupe à la fois des opérations se déroulant sur plusieurs années et, pour la première fois, des opérations se dénouant au cours de la même gestion mais dont le montant est significatif.

En 2021, ces opérations représentent 17 133k€ en AE, dont 6 124k€ à titre conservatoire correspondant à l'ensemble des dossiers déposés dans le cadre du plan de relance. En CP, les montants mobilisés s'élèvent à 12 678k€.

Hors opérations du plan de relance, le total s'établit à 11 009k€ dont 9 136k€ pour la recherche. Le tableau n°9 permet d'en présenter la ventilation par domaine d'activité.

Les autres opérations significatives sont les suivantes :

- Réhabilitation des sorbonnes (500k€) ;
- Abris à vélo (400k€) et bornes de recharge (100k€) ;
- Cablage de l'IUT de Reims (250k€) ;
- Réseau Reims-Troyes (193k€).

En contrepartie, les financements s'élèvent sur l'année à 13 927k€. Ceux-ci correspondent pour partie aux opérations de dépenses de l'année mais également à des opérations réalisées sur les années antérieures pour lesquelles les encaissements ne seront constatés qu'en 2021.

### 3.5. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Tableau J : Réconciliation du fonds de roulement et du solde budgétaire

	BI 2020	BR1 2020	BR2 2020	BI 2021
<b>Variation du fonds de roulement (1)</b>	<b>-4 990 172</b>	<b>-8 755 302</b>	<b>-8 862 410</b>	<b>-7 852 439</b>
<b>Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires (2)</b>			79 058	
<b>Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires (3)</b>	<b>-4 739 940</b>	<b>-2 692 144</b>	<b>-3 692 639</b>	<b>-1 752 692</b>
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	-1 021 070	-2 106 607	-3 107 102	-3 251 275
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	-3 718 870	-1 085 537	-1 085 537	1 498 583
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs		500 000	500 000	
<b>Solde budgétaire = 1 - 2 - 3</b>	<b>-250 232</b>	<b>-6 063 158</b>	<b>-5 248 829</b>	<b>-6 099 747</b>

Ce tableau permet de faire le lien entre le solde budgétaire et le fonds de roulement qui intègre les écritures d'inventaire décrites plus haut.

Dans ce présent BI, les éléments significatifs sont les suivants :

- des recettes ont été encaissées alors que la réalisation des dépenses a très majoritairement eu lieu sur les exercices antérieurs (versement des soldes dans le domaine de la recherche principalement) ;
- des recettes ont été encaissées sur les exercices antérieurs alors que la réalisation des dépenses aura lieu en 2021, essentiellement pour le financement en masse salariale des maitres de stage universitaires.

